



MAIRIE D'ALBI (TARN)

**16 RUE DE L'HÔTEL DE VILLE – DIRECTION DES ACHATS ET
MARCHÉS PUBLICS - 81023 ALBI CEDEX 9 – FRANCE ☎05 63 49 13 90**

DOSSIER DE CONSULTATION – MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

LA CONSULTATION CONCERNE LE MARCHÉ CORRESPONDANT AU C.C.A.P. PORTANT LE N°
AOO25SV012.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE LOCAUX ET DE VITRES
DANS DIVERS BATIMENTS DE LA VILLE D'ALBI

La date limite de réception des plis est fixée au :

30 juillet 2025, à 12 heures 00

Table des matières

1 - NATURE ET OBJET DU MARCHÉ.....	3
2 - CONDITIONS ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
3 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS.....	3
4 - SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES.....	4
5 - OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DU COCONTRACTANT.....	4
6 - CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	5
7 - DOSSIER DE LA CONSULTATION - CAUTIONNEMENT.....	5
8 - VARIANTES ET OPTIONS.....	5
8.1 – Variantes.....	5
8.2 – Options.....	5
9 - DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	5
10 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	6
11 - GROUPEMENT DES OFFRES.....	6
12 - SOUS-TRAITANCE.....	7
13 - DURÉE DU MARCHÉ.....	7
14 - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	7
15 - PRIX DU MARCHÉ ET MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION.....	7
16 - TRANSMISSION DES OFFRES - PIÈCES ET DOCUMENTS À PRODUIRE PAR LES CANDIDATS.....	8
17 - CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES.....	12
18 - UNITÉ MONÉTAIRE.....	13
19 - MODE ET DÉLAI DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ.....	13
20 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	14

1 - Nature et objet du marché

La consultation porte sur les prestations de nettoyage de locaux et de vitres dans divers bâtiments communaux de la ville d'Albi.

Les différents sites et prestations rattachés sont présentés dans les fiches techniques.

2 - Conditions et étendue de la consultation

La procédure retenue pour la passation du marché est celle de l'appel d'offres ouvert, passé en application des articles L2124-2, R2124-2, et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

L'appel d'offres est **ouvert**.

Une visite des principaux sites est obligatoire.

Les candidats sont invités à contacter monsieur Lionel LACAN, responsable du service achats et moyens communs de la ville d'Albi, au 06 76 45 09 34, pour s'inscrire à l'une des deux visites organisées, **le jeudi 10 juillet 2025 ou le vendredi 11 juillet 2025**.

Toute candidature qui ne comporterait pas l'attestation de visite obligatoire délivrée par la ville d'Albi sera écartée sans analyse.

3 - Décomposition en tranches et en lots

Les prestations ne sont pas décomposées en tranches ou en lots.

Le rythme et l'étendue des besoins à satisfaire ne pouvant être entièrement arrêtés dans le marché, celui-ci sera conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, dont les dispositions sont prévues aux articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-6 du CCP.

Ce type de marché basé, en valeur ou en quantité, sur un minimum et un montant maximum, s'exécute par émission de bons de commande successifs, établis par la collectivité au fur et à mesure de ses besoins.

- **Montant minimum du marchés pour 4 années : 500 000,00 € TTC**
- **Montant maximum du marchés pour 4 années : 1 500 000,00 € TTC**

Les spécifications, la consistance et le prix relatifs au marché « à bons de commande » sont fixés par le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) du dossier de la consultation.

4 - Spécifications techniques

4.1 - Spécificités techniques générales

La commune d'Albi possède de nombreux sites décentralisés sur la ville, maisons de quartiers, marché couvert, établissements d'accueil de jeunes enfants et autres bâtiments, dont elle doit assurer régulièrement le nettoyage nécessaire à leur bon fonctionnement.

Le prestataire est tenu de posséder le matériel nécessaire et approprié et de fournir les produits adaptés nécessaires à l'exécution professionnelle de ces prestations selon les procédés les mieux adaptés à chacune des prestations, en tenant compte de la diversité des types de surfaces.

La prestation actuelle est réalisée depuis le 12 novembre 2021 par la société ASTIC Nettoyage dont le siège est situé 71 rue des Frères Cahuzac 81000 ALBI.

L'exécution de ce marché sera conforme à la convention collective n°IDCC 3043 « Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011, notamment l'Accord du 29 mars 1990 fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire.

Il est rappelé que s'agissant d'un marché de prestation, **le titulaire est tenu à une obligation de résultat et non de moyens.**

4.2 – Spécificités techniques particulières

Les offres doivent être établies conformément aux **normes** applicables en France, à des normes nationales en vigueur dans un autre état membre de l'union européenne transposant les normes européennes, à des labels écologiques nationaux ou internationaux ou leurs équivalents, à des **agrément techniques européens** ou aux spécifications techniques nationales en vigueur dans un autre état membre de la Communauté européenne en matière de conception, de calcul et de réalisation des ouvrages et de mise en œuvre des produits.

En ce qui concerne les établissements d'accueil des jeunes enfants, le titulaire devra se conformer aux normes applicables à l'entretien de ce type d'établissement.

5 - Obligations particulières du cocontractant

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication, à titre secret ou confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets, ne peuvent, sans autorisation du représentant du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement, de même nature, parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du service.

Cette obligation s'étend à tous les agents de chaque titulaire en charge des prestations, objet du marché.

6 - Contenu du dossier de la consultation

1. le présent Règlement de la Consultation (R.C.) ;
2. l'Acte d'Engagement (A.E.) ;
3. le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) et son annexe « Fiche de demande de produits d'entretien et d'hygiène »
4. la fiche indiquant la masse salariale de l'entreprise titulaire au jour du lancement de la consultation ;
5. la liste des sites concernés par le marché ;
6. les Fiches de prestations régulières détaillées pour chaque site ;
7. le bordereau des prix unitaires (BPU) - Prestations régulières ;
8. le bordereau des prix unitaires (BPU)- Prestations ponctuelles ;
9. le Détail Estimatif Fictif sur la durée totale du marché (D.E.F.) ;
10. le Cadre de Mémoire Technique (C.M.T.) explicitant notamment les moyens humains et matériels ainsi que l'organisation, les procédures de contrôle qualité et dispositifs de développement durable mis en œuvre par le candidat pour assurer les prestations relatives au présent marché ;
11. l'attestation de visite obligatoire ;
12. les pièces administratives de candidature (DC1, DC2).

Le candidat conservera par-devers lui le Règlement de la Consultation, le CCP, la fiche relative à la masse salariale actuelle, et les fiches détaillées par site et leur liste.

7 - Dossier de la consultation - Cautionnement

Les pièces nécessaires à la consultation des candidats à ce marché leur seront remises gratuitement.

8 - Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

8.1 – Variantes

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

8.2 – Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

9 - Durée de validité des offres

Les candidats sont liés par les offres qu'ils ont déposées jusqu'à l'expiration de leur délai de validité. Ils ne peuvent donc ni les retirer ni leur en substituer de nouvelles pendant ce délai.

Le délai de validité des offres est fixé, pour la présente consultation, à **120 (cent vingt) jours**.

La date de départ du délai de validité des offres est la date limite de réception des plis telle que fixée à l'article 16 du présent règlement.

10 - Modification de détail au dossier de la consultation

L'administration se réserve le droit d'apporter au plus tard **7 jours avant la date limite** fixée pour la remise des offres **des modifications de détail** au dossier de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié **sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet**.

Tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation soit par voie électronique soit par courrier recevront alors le dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la **date limite** fixée pour la remise des offres était **reportée**, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

11 - Groupement des offres

En application des dispositions des articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique, les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de **groupement solidaire** ou de **groupement conjoint**, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des prestataires membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribués dans le marché.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

Dans les deux formes de groupements, l'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de la personne responsable du marché et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la **répartition détaillée des prestations** que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché.

Pour l'exécution du marché, il est demandé expressément **que le mandataire conjoint soit solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

D'autre part, il est interdit à **un même candidat de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et à la fois en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements.**

Aucune forme de groupement n'est imposée.

Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements pour un même lot ; ou en qualité de membre de plusieurs groupements pour un même lot.

12 - Sous-traitance

La sous-traitance est interdite.

13 - Durée du marché

La **durée** du marché sera comprise à l'intérieur des deux dates suivantes.

Début du marché : à compter du **12 novembre 2025 date liée à la fin du marché actuel.**

Les articles R2182-4 et R2182-5 du code de la commande publique prévoient que « L'acheteur notifie le marché au titulaire. Les marchés des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics prennent effet à la date de réception de la notification du marché au titulaire sous réserve du respect des dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité.

Le marché est conclu pour une durée de quatre années à compter du 12 novembre 2025.

Terme du marché : la date d'admission sans réserve des dernières prestations exécutées au titre du dernier bon de commande émis sur le marché.

A défaut d'un procès-verbal, l'admission sera acquise dès mise en paiement de la facture des prestations objet du bon de commande considéré.

14 - Conditions d'exécution

Les conditions d'exécution sont précisées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.P.)

15 - Prix du marché et modalités de sa détermination

Les conditions d'exécution sont précisées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.P.)

16 -Transmission des offres - Pièces et documents à produire par les candidats

Les candidats ne pourront adresser leur offre que par dépôt électronique sur le profil d'acheteur de la ville d'Albi : <https://webmarche.adullact.org/>

Les dépôts sous format « papier » ne sont plus autorisés, toute offre papier (hors copie de sauvegarde) sera automatiquement rejetée.

En application des articles L2132-2 et R2132-1 à R2132-6 du code de la commande publique, en complément aux modalités classiques de déroulement de la consultation, les soumissionnaires doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et répondre de manière électronique via le site Internet <https://webmarche.adullact.org/>

Le retrait du DCE n'oblige pas le soumissionnaire à déposer une offre.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, les soumissionnaires doivent impérativement tenir compte des indications suivantes.

1. Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises

Vous pouvez télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises de la consultation référencée soit de manière anonyme, soit en vous inscrivant. Attention vous ne serez avertis en cas de modification de la consultation ou de réponses à des questions posées que si vous vous êtes inscrits.

En cas d'inscription, le soumissionnaire doit renseigner obligatoirement pour télécharger le DCE :

- le nom, prénom, fonction et adresse de la personne physique effectuant le retrait du DCE électronique.
- Une adresse électronique valide afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou modifications.

Afin de pouvoir décompresser, lire et imprimer les documents mis à disposition par la personne publique, le soumissionnaire doit disposer d'un poste de travail en environnement Windows, muni :

- Soit des logiciels permettant la lecture des fichiers aux formats énumérés au 3 « Formats des fichiers électroniques échangés ».
- Soit de visionneuses.

2. Conditions d'envoi des offres électroniques

2-1 Conditions d'envoi

En application de l'article R2132-3 du code de la commande publique, les candidats doivent remettre candidature et offre de façon dématérialisée.

Les candidats peuvent envoyer une copie de sauvegarde dans les conditions suivantes et selon l'article R2132-11 du CCP et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

- Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ». Le pli mentionnera également la dénomination de l'entreprise ainsi que le numéro de dépositaire fourni lors de la réponse électronique (visualisable dans l'accusé de réception reçu par mail).

Le contenu de l'offre dématérialisée doit être conforme aux préconisations du présent article du Règlement de Consultation relatif à la présentation des propositions.

2-2 Authentification

Les plis devront être transmis dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées à l'article 1316 à 1316-4 du code civil. La famille des certificats électroniques utilisés par le soumissionnaire doit être référencée par le Ministère chargé de la réforme de l'Etat (liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>). Ces certificats devront être en cours de validité à la date de la signature. Les frais d'acquisition d'un certificat électronique sont à la charge du candidat.

2-3 Pré-requis et procédure

Pour déposer sa candidature et son offre par voie électronique, le candidat devra :

- Disposer d'un environnement Windows 2000 ou supérieur
- Disposer d'un navigateur Internet Explorer 5.5 ou supérieur (cryptage 128 bits)
- Disposer d'un accès à Internet dont les frais resteront à sa charge
- Déposer sa candidature et son offre sur le site <https://webmarche.adullact.org/> le candidat constitue ses plis, les date, les signe et les dépose sur le coffre-fort informatique de manière sécurisée avec chiffrement (cryptage) automatique.

2-4 Antivirus

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre sera traité préalablement par le candidat par un antivirus régulièrement mis à jour. Conformément à l'arrêté n° NOR : ECOM0620009A du 28 août 2006, tout fichier contenant un virus qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu.

2-5 Date limite de remise des plis

Le dépôt électronique doit obligatoirement être réalisé et terminé avant la date et l'heure limites indiquées dans le présent règlement de consultation. Il est rappelé que la durée d'acheminement de la soumission électronique est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Il est conseillé de procéder au dépôt électronique plusieurs heures avant la limite indiquée dans ce règlement de consultation.

3. Formats des fichiers électroniques échangés

Les formats des fichiers électroniques échangés entre la personne publique et les soumissionnaires doivent appartenir à la liste exhaustive suivante :

Typologie des fichiers	Extensions correspondantes
▪ le format PDF (mode non révisable)	.pdf
▪ le format texte universel (mode révisable)	.rtf
▪ le format bureautique ouvert ODF (mode révisable, format ouvert, normalisé ISO)	.odt pour les textes .ods pour les feuilles de calcul .odp pour les présentations de diaporama .odg pour les dessins et graphiques
▪ le format bureautique propriétaire de Microsoft (mode révisable)	.doc ou .docx pour les textes .xls ou .xlsx pour les feuilles de calcul .ppt ou .pptx pour les présentations de diaporama
▪ le format de CAO « OpenDWG » (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques ou le format PDF 1.7 (mode non révisable, normalisé ISO, conservation des calques)	.dxf
▪ le format propriétaire DWG (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques ou le format propriétaire DWF (mode non révisable)	.dwg
▪ les formats images JPEG, PNG ou TIFF/EP pour les photographies, pour les images	.jpg .png .tif
▪ les formats audio MP3 (format compressé - qualité ordinaire) ou WAV (format non compressé - haute qualité) pour les fichiers sonores	.mp3 .wav
▪ Le format vidéo MPEG-4	.mp4

Il est recommandé de compresser les fichiers, en utilisant des logiciels du type 7-zip ou .zip.

LE PLI ÉLECTRONIQUE CONTIENDRA :

- **L'acte d'engagement (A.E)**, rempli et signé ;
- **le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) - Prestations régulières**, rempli et signé;
- **le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) - Prestations ponctuelles**, rempli et signé;
- **Le Détail Estimatif Fictif sur la durée totale du marché soit 4 ans (D.E.F.)**, rempli et signé ;

IMPORTANT :

Pour faciliter le travail d'analyse des offres, le soumissionnaire transmettra une copie de ses B.P.U et du D.E.F. complétés sur support électronique (type format Excel).

- **Le Cadre de mémoire technique (C.M.T.)** rempli et signé et accompagné des annexes des fiches techniques et sécurité des produits utilisés)
- La **lettre de candidature**, établie sur l'imprimé « **DC1** » joint au dossier de la consultation,
- la **déclaration du candidat**, jointe au dossier de consultation, établie sur l'imprimé « **DC2** »,
- **L'état annuel des certificats reçus, ou la liasse fiscale n° 3666 accompagnée de l'attestation URSSAF**, ou une **déclaration sur l'honneur**, dûment datée et signée, d'avoir souscrit, au **31 décembre 2024**, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et avoir effectué le paiement des impôts et cotisations exigibles à cette date ;

Possibilité de fournir le Document Unique de Marché Européen (DUME), une déclaration sur l'honneur harmonisée et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne. Le **Service DUME** est un service dématérialisé qui, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et DC4 de la Direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers ou du programme « Marché Public Simplifié » (MPS) développé par le Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique (SGMAP) permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils sont pressentis, au terme de la procédure, ils devront, pour être retenus, fournir obligatoirement, dans le délai imparti, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière d'impôts et de cotisations sociales.

Le candidat établi dans un état membre de l'union européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles prévues pour le candidat établi en France.

- Si le candidat est en **redressement judiciaire**, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et la justification de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché
- La déclaration qu'il (le candidat) n'a pas fait l'objet d'une **interdiction** de concourir ;
- Une attestation sur l'honneur qu'il (le candidat) n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail ;

13. une **attestation d'assurance**,

14. L'attestation de visite **obligatoire**,

15. La preuve de la **capacité économique et financière de l'entreprise** : compte tenu du montant minimum du marché sur 4 ans à 650 000 € TTC, **il est exigé un chiffre d'affaires minimum sur chacun des trois derniers exercices de 200 000 euros H.T.** Tout candidat qui ne sera pas en mesure de justifier ce montant se verra éliminé en application des articles R2142-6 à R2142-12 du code de la commande publique.

16. la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant des **capacités professionnelles et techniques** à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate ;

17. Le(s) document(s) relatif(s) aux **pouvoirs** de la personne habilitée pour engager le candidat ;

Les offres doivent être signées par les candidats qui les présentent ou par leurs représentants dûment habilités et une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

La date limite de réception des plis est fixée au :

30 juillet 2025 à 12 heures 00.

Les plis qui seront reçus après la date et l'heure limites annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence ne seront pas examinés.

17 - Critères de sélection des offres

Les offres non conformes à l'objet du marché seront éliminées.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères de choix tels que définis et pondérés ci-dessous :

1. **Le prix : 50 pts**, jugé sur le Détail Estimatif Fictif (D.E.F.) ;

Les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue. Pour le critère prix, la note sera obtenue en application de la formule suivante :

$$\text{Note} = 50 \times (\text{prix le plus bas}) / (\text{prix du candidat})$$

2. **La valeur technique : 40 pts**, jugée selon l'examen du Cadre de Mémoire Technique renseigné par le candidat, accompagné des fiches techniques et des fiches de données de sécurité.

Il sera tenu compte des éléments suivants :

A – Les moyens humains, notés sur 10 points :

(Conditions de reprise du personnel, nombre de personnes affectées au marché public, qualifications, encadrement, organisation...)

B – Les moyens matériels et produits utilisés, notés sur 10 points :

- Les moyens matériels mis en place pour assurer les prestations de nettoyage (matériels pro-hygiène, véhicule affectés), (5 points)
- Les produits utilisés garantissant l'emploi de produits respectueux de l'environnement (label ECOCERT) peu nocifs pour le personnel et les usagers. Présence des fiches techniques FT et fiches de données de sécurité FDS (5 points)

C – Le contrôle qualité et suivi des réclamations, noté sur 20 points.

- La méthodologie, la fréquence du contrôle des prestations, les moyens mis en place pour assurer le contrôle qualité (logiciel de contrôle type mobiclean ou équivalent, réunion trimestrielle, procédure interne), (10 points)
- Les conditions et délais de résolution des réclamations à partir de la problématique rencontrée, (10 points)

3. **Les dispositifs environnementaux : 10 pts**, jugée selon l'examen du mémoire technique fourni par le candidat.

A – Les dispositifs et actions mis en œuvre par l'entreprise afin de garantir la contribution volontaire aux enjeux du développement durable dans leurs interactions (RSE) et gestions des déchets qu'engendre l'activité, (5 points)

B – Les mesures en place pour garantir la Q.V.T (Qualité de Vie au Travail) ainsi que les plans de formation et les actions prévues pour le personnel, en nombre de jours et en contenu, sur la durée totale du marché, (5 points)

Les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce Détail Estimatif Fictif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

18 - Unité monétaire

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire « euro ».

19 - Mode et délai de règlement du marché

Le mode de règlement choisi par l'administration est le mandat administratif.

Le délai de règlement global est fixé à 30 jours calendaires maximum à compter de la date certaine de réception de la facture ou du mémoire, le cachet de la collectivité ou un récépissé (ou accusé) faisant foi.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

20 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement relatif à cette consultation, les candidats pourront s'adresser, jusqu'à la date et l'heure limites de réception des plis telles que fixées à l'article 16 du présent règlement de consultation, par l'intermédiaire du profil acheteur de la ville d'Albi : <https://webmarche.adullact.org/>